

## Initiatives locales

# Villes en campagne

**L'Union internationale des autorités locales se mobilise pour tenter de maîtriser les émissions urbaines. Près de deux cent villes se sont engagées à les réduire d'un cinquième au cours des prochaines années.**

**Virginia Sonntag-O'Brien**

Directrice de Iclei Europe\*

**D**ans de nombreuses villes du monde, le changement climatique est déjà une réalité. Le réchauffement est certes un phénomène global, mais il est aussi par bien des aspects une question locale. C'est à cet échelon que les risques sont les plus immédiats : dégradation des conditions climatiques, de l'approvisionnement alimentaire, de l'accès à l'eau, de la qualité de l'air et de la santé publique, ruptures socio-économiques dues à la détérioration de l'environnement. Et les mesures de protection du climat commencent souvent au niveau local.

Victimes mais aussi responsables, les zones urbaines sont de grands consommateurs d'énergie et de gros émetteurs de gaz à effet de serre. Elles utilisent au quotidien d'importantes quantités d'énergie pour le chauffage et la climatisation des bâtiments, la consommation d'électricité par les industries ou le transport des personnes et des biens. Or, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les villes représenteront la moitié de la population mondiale. Dans

les pays en développement, elles supporteront l'essentiel de la croissance démographique. Cette urbanisation exercera une influence majeure sur la demande d'énergie et encouragera l'usage des véhicules à moteur. Plus d'un milliard de voitures devraient circuler en 2025, la plupart dans les pays en développement.

Les autorités locales disposent de la plupart des moyens de contrôle de la consommation énergétique au niveau local. Elles définissent des codes de construction qui déterminent l'efficacité énergétique des bâtiments et des équipements, accordent des permis de construire et d'extension, déterminent les schémas d'occupation des sols qui influencent la dépendance à l'égard de l'automobile. Dans bien des cas, elles gèrent les systèmes de transport public.

Les responsables locaux prennent conscience des retombées possibles du réchauffement climatique sur leurs villes, et de leur rôle de prévention. Ils sont de plus en plus nombreux à souscrire à des objectifs de réduction des émissions locales de gaz à effet de serre. Plus de deux cent villes du monde entier ont rejoint la campagne Villes pour la protection du climat (CCP). En s'associant à la campagne, une municipalité s'engage à élaborer et appliquer un plan d'action local de réduction des émissions. L'objectif est généralement une baisse des émissions de 20 % au cours des 10 ou 15 prochaines années par rapport au niveau de 1990.

Les municipalités constatent que le coût des mesures d'économie d'énergie et de réduction des rejets polluants est compensé par leurs bénéfices (ressources financières économisées, création d'emplois, amélioration de la qualité de l'air et de la qualité de vie en général). Les villes des pays en développement, qui représentent aujourd'hui 15 % des

### Iclei

Conseil international pour les initiatives environnementales locales (International Council for Local Environmental Initiatives). Créé en 1990. Branche environnementale de l'Union internationale des autorités locales (Iula).

### OBJECTIF

Construire un mouvement mondial des gouvernements locaux pour contribuer à résoudre les problèmes globaux d'environnement en cumulant les actions locales.

### CCP

La campagne Villes pour la protection du climat (Cities for Climate Protection), animée par Iclei, est destinée à ralentir la tendance au réchauffement de l'atmosphère terrestre, améliorer la qualité de l'air au niveau local et la qualité des villes. Elle rassemble aujourd'hui 182 villes (dont : Harare, Jérusalem, Calcutta, Hanoi, Téhéran, Varsovie) qui représentent 100 millions de personnes et 5 % du total mondial des émissions de CO<sub>2</sub>.

membres, sont de plus en plus nombreuses à adhérer à la campagne. Leurs dirigeants se rendent compte que la réduction des émissions contribue aussi à résoudre des problèmes locaux comme la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets et la congestion des trafics routiers. Les économies d'énergie libèrent des ressources pour les services sociaux et la hausse du niveau de vie. Une gestion intelligente des déchets solides municipaux, l'un des problèmes les plus sérieux dans les pays en développement, non seulement limite les émissions de gaz à effet de serre, mais dégage aussi des revenus en servant à produire de l'énergie électrique. La plupart de ces villes déplorent cependant le manque de moyens financiers et techniques nécessaires à la mise en place d'infrastructures respectueuses de l'environnement.

L'efficacité des politiques urbaines à l'avenir dépendra de l'engagement du gouvernement central dans la lutte contre l'effet de serre. Elle dépendra aussi des moyens financiers supplémentaires accordés aux pouvoirs locaux pour appliquer des mesures prises au niveau national. Quant à la libéralisation des marchés de l'énergie, elle devra se traduire par une concurrence en termes d'innovation, d'efficacité, de service, et pas seulement par une concurrence sur les prix qui ne peut que renforcer la consommation d'énergie et entraver le développement des énergies renouvelables. Enfin, le travail de sensibilisation du public aux enjeux de la protection du climat devra être poursuivi. La protection du climat n'exige pas tant de nouvelles solutions que la participation de tous. A ce titre, les gouvernements feraient bien de valoriser l'expérience des équipes municipales et de les inviter à participer aux négociations internationales. ■

\* Iclei – European Secretariat  
Escholstrasse 86  
D-79115 Freiburg - Allemagne.  
Tél. : 49 761/3 68 92.  
Fax : 49 761/3 62 60.  
E-mail : ICLEI-Europe@oln.comlink.apc.org